

Unité départementale de la Vendée
53 rue de Verdun (adresse provisoire)
85000 La Roche sur Yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 01 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/08/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GEVAL

La Croix
85670 GRAND LANDES

Références : D 22.0373

Code AIOT : 0006303878

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/08/2022 dans l'établissement GEVAL implanté Lieu-dit La Vergne 85670 GRAND LANDES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEVAL
- Lieu-dit La Vergne 85670 GRAND LANDES
- Code AIOT : 0006303878
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'écosite de la Mélitée est une installation de stockage de déchets non dangereux et une plateforme de tri/transit de déchets de mobiliers ménagers exploité par la société GEVAL (filiale de Veolia). Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral du 14/04/2020 pour un renouvellement et réhausse des zones d'enfouissement jusqu'au 31/12/2032.

Pour cette visite, l'inspection a examiné les documents suivants :

- dossier technique de réalisation du casier D3 (réf BURGEAP : CDMCLB213313 / RDMCLB03113-01)
- plan de récolement du casier D3
- exemples d'attestation et caractérisation des déchets d'un producteur

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Réception d'un nouveau casier de stockage de déchets
- Avancement du contrôle vidéo
- Procédure de caractérisation des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déchets - attestations	Code de l'environnement du 25/08/2022, article R541-48-4	/	Sans objet
2	Contrôle vidéo	Code de l'environnement du 25/08/2022, article D541-48-1.II°	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Déchets - caractérisation	Code de l'environnement du 25/08/2022, article R541-48-3.IV°	/	Sans objet
4	Programme d'échantillonnage	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18	/	Sans objet
5	Dossier technique établissant la conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20.II	/	Sans objet
6	Barrière de sécurité passive (BSP) – fond du casier	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.3	/	Sans objet
7	Barrière de sécurité passive (BSP) – flancs des casiers	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.3	/	Sans objet
8	Barrière de sécurité passive (BSP) – stabilité des flancs	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.6	/	Sans objet
9	Barrière de sécurité active (BSA) – géomembrane	Arrêté Ministériel du 14/02/2016, article 9.I et 19 3ème alinéa	/	Sans objet
10	Barrière de sécurité active (BSA) – massif drainant	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.4	/	Sans objet
11	Équipements de collecte et de traitement des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.I	/	Sans objet
12	Contrôle soudure PEHD	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 19	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments transmis et la visite sur le site permettent de confirmer la bonne réalisation du casier D3. L'inspection ne s'oppose pas à sa mise en service.

Les équipements nécessaires aux contrôles vidéo des déchargements imposés par l'article D541-48-1.II° du code de l'environnement sont en cours d'installation.

L'exploitant a débuté la mise en place des documents répondant aux objectifs des articles R541-48-3 et R541-48-4 du code de l'environnement (attestation et caractérisation des déchets).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets - attestations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2022, article R541-48-4
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2.

A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :

1° La liste de leurs obligations de tri ;

2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.

L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.

Constats : Le groupe Veolia a informé en février 2022 ses clients (producteurs de déchets) sous la forme d'un courrier type de la mise en place des nouvelles dispositions imposées par le code de l'environnement.

Il a mis en place une solution numérique (via google Data Studio) permettant à ses clients de disposer d'un espace personnel pour établir et déposer les documents nécessaires au respect des nouvelles dispositions. Après la période d'expérimentation en cours, les attestations (et caractérisations nécessaires) seront obligatoires au même titre que les fiches d'acceptation préalable, avec une gestion au niveau du pont bascule et permettant de bloquer les apporteurs non conformes.

Pour l'instant, peu de clients ont transmis les attestations sur l'espace numérique. L'inspection a tout de même pu observer celle d'un producteur et datée du 30/06/2022. Une indication de signature numérique est apposée sur ce document.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2022, article D541-48-1.II°

Thème(s) : Autre, Surveillance vidéo

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49,105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation.

(...)

Constats : Lors de la visite, l'inspection a pu échanger avec la société mettant en place la solution de contrôle vidéo répondant à l'article D.541-48-1 du code de l'environnement. L'équipement est opérationnel en retour vidéo, mais l'installation définitive interviendra fin août environ.

Une caméra puissante a été mise en place sur un mat au sein de la zone de stockage, et elle permet en direct d'effectuer des zooms. Elle sera paramétrée par l'exploitant pour assurer la lecture de plaque d'immatriculation, et les déchets déchargés. Un floutage des visages est également prévu (non paramétré encore lors de la visite).

Observations : Sur demande, un extrait d'enregistrement a été effectué sur une clé de stockage et testé sur l'ordinateur de l'inspection. Un logiciel propriétaire permet – sans aucune installation de logiciel - de démarrer la visualisation de la vidéo. Des zooms sont possibles, mais avec une résolution inférieure à celle du direct.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déchets - caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2022, article R541-48-3.IV°
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : 1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ; (...)
Constats : Le groupe Veolia a informé en février 2022 ses clients (producteurs de déchets) sous la forme d'un courrier type de la mise en place des nouvelles dispositions imposées par le code de l'environnement. Il a mis en place une solution numérique (via google Data Studio) permettant à ses clients de disposer d'un espace personnel pour établir et déposer les documents nécessaires au respect des nouvelles dispositions. Après la période d'expérimentation en cours, les attestations et caractérisations nécessaires seront obligatoires au même titre que les fiches d'acceptation préalable, avec une gestion au niveau du pont bascule et permettant de bloquer les apporteurs non conformes. L'inspection a pu observer un rapport de caractérisation daté du 30/06/2022 d'un producteur sur lequel apparaissent les taux suivants : - déchets résiduels : 92 % - Papier / Carton non valorisable : 4 % - Plastiques non valorisable : 1 % - Verre non valorisable : 1 % - Textiles non valorisables : 1 % - Minéral/inertes : 1 %
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Programme d'échantillonnage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification de la barrière de sécurité passive
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné.
Constats : Le site est exploité en réhausse sur des casiers précédemment conformes à l'arrêté ministériel. De ce fait, aucune nouvelle barrière passive n'a été reconstituée et aucun programme d'échantillonnage et d'analyse n'a été effectué.

Le casier D3 est réputé conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dossier technique établissant la conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20.II
Thème(s) : Risques chroniques, Information du préfet – fin des travaux d'aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence : - de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).
Constats : Le dossier technique pour la mise en fonctionnement du casier bioréacteur D3 a été établi par l'organisme tiers BURGEAP le 20 décembre 2021. La fin de la construction de D3 est intervenue en octobre 2021. Le casier D3 est divisé en 3 subdivisions de casier D3.1 / D3.2 / D3.3 (respectivement 4 598 m ² / 4 288 m ² / 4 588 m ²). Les plans du casier sont présentés en p.5 et en annexe 1 du rapport de conformité. Le bureau d'étude valide l'ensemble des travaux réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Barrière de sécurité passive (BSP) – fond du casier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Constitution de la barrière passive sur le fond
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La barrière passive constituant les casiers de stockage exploitées par la précédente autorisation du 16/07/2007 étant conforme à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, il n'est pas prescrit pour les casiers en réhausse de nouvelle barrière passive comme prévu à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.
Constats : Le casier D3 étant une réhausse d'autres casiers de stockage présentant une conformité de la barrière passive à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, il ne dispose pas d'une nouvelle barrière passive conformément au dossier de demande d'autorisation. Le casier D3 est réputé conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Barrière de sécurité passive (BSP) – flancs des casiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Constitution de la barrière passive sur les flancs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La barrière passive constituant les casiers de stockage exploitées par la précédente autorisation du 16/07/2007 étant conforme à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, il n'est pas prescrit pour les casiers en réhausse de nouvelle barrière passive comme prévu à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

Constats : Le casier D3 étant une réhausse d'autres casiers de stockage présentant une conformité de la barrière passive à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, ses flancs ne constituent pas d'une nouvelle barrière passive conformément au dossier de demande d'autorisation.

Le casier D3 est réputé conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Barrière de sécurité passive (BSP) – stabilité des flancs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.6

Thème(s) : Risques chroniques, Stabilité des flancs

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les digues périphériques, en limite de site, doivent offrir une stabilité à long terme. Elles sont ancrées si nécessaire, compactées et réalisées en matériaux à faible perméabilité ayant de bonnes caractéristiques géotechniques.

La hauteur de chaque tranche de digue doit être compatible avec la stabilité à long terme de cette dernière. Leurs pentes externes sont adoucies à 2H/1V ou 3H/1V pour assurer non seulement la stabilité à long terme de la digue mais également l'insertion paysagère du site. En face interne, les pentes doivent être stables sur la durée de l'exploitation de la phase.

Ainsi, les digues doivent avoir les dispositions suivantes :

- pente externe : 2H/1V,
- pente interne : 1H/1V,
- hauteur : 3 à 5 m au-dessus de la couverture existante,
- largeur en tête : 4 m.

Constats : Les digues périphériques sont conformes à l'arrêté préfectoral et répondent à l'objectif imposé par l'article 8 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif à la stabilité des flancs.

Le bureau d'étude valide la conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Barrière de sécurité active (BSA) – géomembrane

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/02/2016, article 9.I et 19 3ème alinéa

Thème(s) : Risques chroniques, Constitution de la barrière active - géomembrane

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 9 :

I. Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé barrière de sécurité active.

Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine.

Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.

Article 19 3ème alinéa :

Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples.

Constats : L'entreprise SODAF a transmis le Dossier des ouvrages exécutés du lot 2 pour le casier D3

<p>dans lequel se trouvent les fiches techniques des produits mis en œuvre.</p> <p>Le contrôle de la barrière de sécurité active (BSA) a été réalisé par le bureau d'étude BURGEAP. Il porte sur le contrôle des conditions de stockage et de manutention des produits, la vérification des contrôles internes de l'entreprise de pose conformément à son Plan d'Assurance Qualité, le contrôle de la pose de la membrane (contrôles visuels 100 % de la surface et contrôles des doubles soudures 100 % des soudures, contrôle destructifs), les modalités de pose du géotextile inférieur et supérieur ont été contrôlés (respect des matériaux décrits dans le PAQ et validés par le MOE, contrôle de la qualité du support de pose, modalités de déroulement des lés, état général de la pose).</p> <p>L'ensemble de ces éléments est précisé dans le dossier technique.</p> <p>Le bureau d'étude valide la conformité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Barrière de sécurité active (BSA) – massif drainant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Constitution de la barrière active
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En aménagement des dispositions de l'article 9.II de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, la structure de drainage de la barrière active mise en place en fond des casiers en réhausse se compose du haut vers le bas de 30 cm de matériaux drainants et d'un géocomposite de drainage.</p> <p>Constats : Le dispositif anti-poinçonnant mis en place au-dessus de la barrière de sécurité active est un géotextile de 500 g/m², la fiche technique de ce produit est disponible dans le dossier technique. Les modalités de pose des géotextiles inférieur et supérieur ont été contrôlées par BURGEAP (respect des matériaux décrits dans le PAQ et validés par le MOE, contrôle de la qualité du support de pose, modalités de déroulement des lés, état général de la pose).</p> <p>Les matériaux utilisés sont du 20/31.5 CMGO St Philbert de Bouaine, la fiche technique du produit est disponible dans le dossier technique.</p> <p>L'épaisseur de la couche de drainage a été contrôlée par des relevés topographiques réalisés sur des points de références quadrillant le casier D3 avant et après la mise en œuvre de la couche de drainage.</p> <p>Le géocomposite de drainage utilisé est le Teradrain D500 T1D25. La fiche technique et la note d'équivalence pour ce produit sont disponibles en annexe dans le dossier technique.</p> <p>Le bureau d'étude valide la conformité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Équipements de collecte et de traitement des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.I
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats.</p> <p>Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas.</p> <p>En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage des lixiviats.</p> <p>Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.</p> <p>Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 cm au-dessus de la</p>

géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.

Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau de collecte des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers est pris en compte selon des modalités définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats : Les lixiviats sont évacués gravitairement en dehors du casier en 3 endroits différents liés à la topographie du casier. La traversée de digue bénéficie de la BSP située sous le casier inférieur. Les coupes des plans et des traversées de digues sont disponibles dans le dossier technique.

Ainsi le casier disposera de 3 puits : angle zone Ouest de D3.1, angle zone Nord de D3.3 et angle zone Est de D3.3

Chaque collecteur est équipé d'une vanne pour isoler hydrauliquement le casier. Les vannes sont repérées et fonctionnelles. Aucune des 3 subdivisions du casier n'étant exploitée, les collecteurs sont actuellement en rejet d'eau pluvial grâce à l'ouverture d'un bouchon situé en amont des vannes.

Les puits de lixiviat sont réalisés de façon à pouvoir contrôler le niveau d'eau au moyen d'une sonde de niveau (cf plan de principe dans le dossier technique).

Le bureau d'étude valide la conformité.

Observations : L'exploitant a bien placé les drains collecteurs dans chaque subdivision du casier. Toutefois, tant que la subdivision n'est pas en activité, ces drains ne sont pas reliés au réseau de collecte des lixiviats. En effet, les effluents sont des eaux pluviales pompées à part et dirigées vers le réseau de collecte des eaux pluviales du site.

L'exploitant devra informer l'inspection de la mise en service de chaque subdivision, avec un récolement prouvant que les drains en attente sont bien reliés au réseau de collecte. Ce récolement viendra compléter le dossier de réalisation final du casier.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Contrôle soudure PEHD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 19

Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation casier

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Pour le contrôle de la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant.

Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut de fabrication avant leur installation sur le site et procède à leur contrôle après leur positionnement.

Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples.

Les contrôles précités sont réalisés par un organisme tiers. L'exploitant met en place une procédure de réception des travaux d'étanchéité. Les résultats des contrôles sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : Lors de la visite, la société SODAF était présente sur la réalisation du prochain casier. Elle y effectuait des contrôles de la soudure des lés de PEHD mise en place pour la réalisation de la future barrière passive. Le contrôle s'effectue par une mise en pression sur le canal central de la soudure (positionnement avec une tige, mise sous pression, et vérification du maintien d'une pression d'environ 3 bars pendant au moins 3 minutes).

Un intervenant était également présent pour reprendre par extrusion thermique les défauts constatés.

Un représentant de la société BURGEAP était également présent, et effectue un second contrôle de 100 % des soudures. Il note également l'intégralité des contrôles effectués.

Ce point constaté fait le lien avec les mêmes interventions qui sont habituellement effectuées pour la réalisation des casiers de stockage.



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Vues du casier D3 :



Vue latérale de D3.1 vers D3.3 (au fond)



D3.3 en premier plan (en attente, la collecte biogaz des casiers inférieurs)



Puits de collecte angle Est



Passage des drains entre les subdivisions de D3



Digue de réhausse et digue Nord périphérique



Chambres à vannes de D3